

Conseil européen

Des conclusions sans éclat du Conseil européen des 14 et 15 décembre dernier, à Bruxelles, on retiendra, que : "il se félicite de ce que les partenaires sociaux européens aient manifesté l'intention d'apporter leur contribution aux travaux en cours sur la flexicurité avant le Conseil européen de printemps 2007" (31) ; en matière d'énergie, il "approuve la mise en place, au début 2007, d'un réseau de correspondants pour la sécurité de l'approvisionnement énergétique" (36) et le Conseil de printemps "devrait adopter un plan d'action définissant les priorités dans la cadre d'une politique énergétique globale pour l'Europe" (37) et réfléchir "à une approche intégrée pour une politique énergétique sûre". Sur la flexicurité, voir bulletin 207.

Transports

♦ **Conseil** : Le conseil transports du 12 décembre dernier a, notamment i/ dégagé une orientation générale sur la proposition de directive visant à simplifier et renforcer le régime actuel de contrôle des navires par l'Etat du port ("paquet Erika III") et autorise un pourcentage de non inspection sur les navires à faibles risques ii/ dégagé une orientation générale sur la décision autorisant les Etats membres à ratifier la Convention du travail maritime de l'OIT (Organisation internationale du travail) iii/ donné son accord politique au compromis finlandais sur le financement des réseaux transeuropéens de transport et de l'énergie. Le principe de non cumul des aides provenant de différentes sources pour la même phase d'un projet, évacué du compromis, est rappelé dans une déclaration de la Commission annexée à l'accord iv/ insisté sur la nécessité de promouvoir le transport maritime à courte distance en simplifiant le cadre réglementaire et les procédures administratives et en poursuivant l'harmonisation des règles douanières.

♦ **Transport ferroviaire** : La Commission européenne a adopté, le 13 décembre dernier, un paquet de mesures pour faciliter la circulation des locomotives sur le territoire de l'UE. Elle propose, notamment, que le matériel roulant ayant fait l'objet d'une autorisation de mise en service dans un Etat membre n'ait pas besoin de certification complémentaire dans un autre Etat membre (principe de reconnaissance mutuelle), sauf cas de caractéristiques locales particulières. Ce paquet comprend une communication, une proposition de directive sur l'interopérabilité ferroviaire fusionnant et clarifiant les directives 94/48CE et 2001/16CE, une proposition de directive modifiant la directive 2004/49CE sur la sécurité des chemins de fer, une proposition modifiant le règlement de l'Agence ferroviaire européenne pour lui permettre de recenser les différentes procédures et règles techniques nationales.

♦ **"Ciel unique européen"** : La Commission a adopté le 6 décembre dernier, un règlement établissant un système commun de tarification des services de navigation aérienne. Ce règlement (C2006)5221/1 entrera en vigueur en janvier 2007.

.../...

The European Council

The European Council that took place on the 14th and 15th December, in Brussels, reached conclusions that were in no way striking. Notable among them were that: "it welcomed the intention of the European social partners to bring forth their contribution to the ongoing discussions on the flexicurity, before the European Council of Spring 2007" (31); on energy, it "approves the setting up, early 2007, of a network of contacts points to ensure security in energy supply" (36) and the Spring Council "should adopt an action plan laying down priorities within the framework of an overall energy policy for Europe" (37) and workout "a joint approach for a secure energy policy". For further information on flexicurity, see bulletin 207.

Transports

♦ **The Council**: The transport council of 12th December managed to, in particular, i/ come up with a general approach on the directive proposal aiming to simplify and reinforce the current system of port state control of ships ("Erika III package") and authorises waiving inspection on a small percentage of low risk ships ii/ come up with a general approach for a decision concerning the ratification by Member States of the ILO (International Labour Organization) maritime labour Convention iii/ give its political approval to the Finnish settlement on the financing of the trans-European network for transport and energy. The principle of non-accumulation of assistance from various sources for the same phase of a project, removed from the settlement, is recalled in a declaration of the Commission annexed to the agreement iv/ insist on the need to promote short sea shipping by simplifying legislative measures and administrative procedures and by carrying on with the harmonisation of the customs regulations.

♦ **Railway transport**: On the 13th December the European Commission adopted a package of measures to facilitate the circulation of locomotives on the EU territory. It, in particular, proposes that rolling stock having received authorisation to operate in one Member State should not be required to undergo additional certification in another Member State (the principle of mutual recognition), except in the case of specific local requirements. This package includes a communication, a directive proposal on railway inter-working amalgamating and clarifying directives 94/48CE and 2001/16CE, a proposal for a Directive amending directive 2004/49CE on railroads safety, a proposal amending the European railway Agency regulation to enable it draw a list of the various procedures and national technical rules.

♦ **"European single Sky"**: On 6th December, the Commission adopted a regulation establishing a joint system for tariffs as regards air navigational services. This regulation (C2006) 5221/1 will come into effect in January 2007.

.../...

Directive services

Les présidents du Conseil et du Parlement européens ont signé, le 12 décembre 2006, la directive sur les services dans le marché intérieur. Elle devra être transposée en droit national trois ans après sa publication officielle.

Services postaux

Le 11 décembre dernier, le Conseil Télécom a eu un premier débat sur la proposition de la Commission de libéralisation des services postaux en 2009. L'Allemagne, la Finlande, les Pays-Bas, la Suède et le Royaume-Uni sont favorables à la proposition de la Commission. La Belgique, Chypre, l'Espagne, la France la Grèce, l'Italie, la Hongrie, le Luxembourg, et la Pologne demandent des garanties sur le financement du service universel. Pour sa part, la Hongrie a demandé une étude d'impact tenant compte des disparités géographiques et du niveau de vie de chaque Etat membre. Voir également bulletin 204.

Fonds européen d'ajustement à la mondialisation

Suite au compromis dégagé le 30 novembre dernier entre le Conseil, le Parlement et la Commission, le Parlement européen a adopté, à une très large majorité, le 12 décembre dernier le rapport de Roselyne Bachelot (PPE-DE, France) sur le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation. Ce nouveau fonds d'un montant de 500 millions d'euros par an (sur la période 2007-2013) est destiné à fournir une aide aux travailleurs victimes des plans de restructuration internationale, des délocalisations et des sinistres liés à la mondialisation. Le fonds ne servira pas à financer la restructuration d'entreprises ou de secteurs, ni des mesures passives de protection sociale, les financements seront partagés 50/50 entre l'Union et les Etats membres. Il deviendra opérationnel le 1er janvier 2007. A la demande du Parlement, la Commission établira un site d'information internet disponible dans toutes les langues de l'Union. Le Groupe des Verts et la Commission ont regretté le montant limitée du fonds.

Charges et coûts administratifs

Dans le cadre de sa stratégie "Mieux légiférer", la Commission européenne a publié, le 15 novembre dernier, un document de travail sur "la mesure des coûts administratifs et la réduction des charge administratives dans l'Union européenne" (COM(2006)691final) pesant sur les entreprises. Se fondant sur des mesures effectuées par le Danemark, les Pays-Bas, la République tchèque et le Royaume-Uni, le document estime qu'il est possible de réduire les coûts et charges administratifs de 25%, aux plans européen, national et infra national, ce qui se traduirait par une augmentation du PIB de l'Union de 1,5%. Ce document lance une consultation publique qui sera close le 1er janvier 2007 (réponses sur entr-admin-burdens@ec.europa.eu). Tout début 2007, la Commission présentera un programme d'actions dans lequel elle précisera les domaines qu'elle considère comme prioritaires. Elle propose de soumettre ce programme au Parlement européen et au Conseil européen de printemps par le biais d'une procédure accélérée et de lancer immédiatement après un programme commun de mesures qui ferait l'objet d'un rapport fin 2008.

Document de travail sur http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site/fr/com/2006/com2006_0691fr01.pdf

Services directive

The presidents of the Council and of the European Parliament signed, on 12th December 2006, the directive on services in the internal market. It will have to be transposed into national law within three years following its official publication.

Postal services

On 11th December 2006, the Telecom Council held its first debate on the Commission's proposal for the liberalisation of postal services in 2009. Germany, Finland, the Netherlands, Sweden and the United Kingdom are in favour of the Commission's proposal. Belgium, Cyprus, Spain, France, Greece, Italy, Hungary, Luxembourg, and Poland are asking for guarantees on the funding of the universal service. On its part, Hungary called for an impact assessment taking account the geographical and standard of living disparities of each Member State. See also bulletin 204.

European globalisation adjustment fund

Following the compromise reached at, on 30th November between the Council, the Parliament and the Commission, on 12th December the European Parliament adopted, by a very large majority, the report by Roselyne Bachelot (PPE-DE, France) on European globalisation adjustment fund. This new fund, amounting to 500 million euros per annum (over the period 2007-2013) is intended to provide assistance to workers falling victim of international reorganisation plans, off-shoring and misfortunes related to globalisation. The fund will not be used to finance the reorganisation of companies or sectors, nor passive social protection measures, the financing will be shared, equally, between the Union and the Member States. It will become operational on 1st January 2007. At the request of the Parliament, the Commission will set up an internet site to provide information, in all the languages of the Union. The Greens group and the Commission expressed disappointment at the limited amount of the fund.

Administrative burden and costs

In pursuant to its strategy "better regulation", the European Commission published, on 15th November, a working paper on "measuring administrative costs and reducing administrative burdens in the European Union" (COM (2006) 691 final) weighing on companies. Based on measures taken by Denmark, the Netherlands, the Czech Republic and the United Kingdom, the document considers that it is possible to reduce administrative costs and burdens by 25%, at the European, national and infra-national levels, which would result in an increase in the Union's GDP by 1,5%. This document also launches a public consultation which will run up to 1st January 2007 (reactions at entr-admin-burdens@ec.europa.eu). Early 2007, the Commission will present an action plan in which it will specify fields that it regards as of high priority. It suggests submitting the program to the European Parliament and to the Spring European Council through a fast-track procedure and, immediately, launching a joint program of measures which will published in a report, end 2008

Working document at : http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site/en/com/2006/com2006_0691fr01.pdf

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request.*